

**AVENANT AU**  
**PROGRAMME INDICATIF DE COOPERATION**  
**2011-2014**  
**ENTRE**  
**LE GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG**  
**ET**  
**LA REPUBLIQUE DU NICARAGUA**  
**POUR LA PERIODE 2015-2017**

### **1) Introduction**

Le programme indicatif de coopération 2011-2014 auquel se réfère le présent avenant, a été signé lors de la 7<sup>e</sup> Commission de Partenariat entre la République du Nicaragua et le Grand-Duché de Luxembourg qui s'est tenue à Luxembourg le 4 avril 2011. Trois ans après, lors de la 10<sup>e</sup> Commission de partenariat du 12 avril 2014 à Managua, les deux parties se sont mis d'accord sur une extension du PIC actuel pour la période de 2015-2017, afin de combler certains retards accumulés et de procéder à la consolidation des appuis en cours. Autre finalité de l'extension est la mise en concordance de la programmation luxembourgeoise avec celle des autres bailleurs européens présents au Nicaragua, en vue d'une programmation conjointe dès 2018.

### **2) Objet de l'avenant au PIC III**

Cet avenant étend les objectifs généraux et spécifiques du troisième Programme Indicatif de Coopération entre la République du Nicaragua et le Grand-Duché de Luxembourg sur la période 2011 – 2017. Il aligne ces mêmes objectifs sur le Plan National de Réduction de la Pauvreté 2013 – 2017 ainsi que sur les stratégies sectorielles de la Santé 2014 – 2020, sur le Plan National du Tourisme Durable 2011 – 2016 pour lequel une actualisation est en cours, et sur la Stratégie de l'Education 2014 – 2020 pour laquelle une annexe spécifique sur la Formation Professionnelle est en cours d'élaboration.

La durabilité sera garantie grâce aux liens étroits que les programmes auront avec les stratégies sectorielles ce qui placera les secteurs d'intervention retenus dans de très bonnes conditions afin de bénéficier d'un appui soutenu lors de la définition de la programmation conjointe.

La coordination se fera dans le cadre de différents espaces comme les réunions pour la programmation conjointe entre les Etats Membres de l'UE, la Confédération helvétique et le Canada ainsi que les différentes tables rondes sectorielles des bailleurs organisées par le Gouvernement du Nicaragua.

Le cadre d'intervention et les axes stratégiques définis dans le PIC 2011-2014 seront maintenus, ainsi que ses objectifs transversaux et synergiques. Par contre les aspects de programmation et de suivi sont complétés par les dispositions suivantes.

### **3) Complément à la planification budgétaire et financière du PIC III**

Le budget indicatif proposé est de 28,66 millions d'euros pour la période couvrant les années 2015 à 2017. Il se compose d'encours de la période 2011-2014 pour un montant indicatif de 7,28 millions d'euros et de nouveaux engagements financiers d'un montant de 21,38 millions d'euros.

Ainsi, sur la période de 2011 à 2017, le budget indicatif total s'élève à 56 381 918 EUR.



*Allocation indicative des ressources financières pour la période 2015-2017*

<b>Programmation financière 2015-2017</b>	<b>En-cours PIC III 2011-2014</b>	<b>Nouveaux Programmes 2015-2017</b>	<b>Total PIC III 2015-2017</b>	<b>%</b>
<b>Coopération bilatérale</b>	<b>6 826 814 EUR</b>	<b>17 151 400 EUR</b>	<b>23 978 214 EUR</b>	<b>83,7%</b>
Formation professionnelle	4 272 184 EUR	6 000 000 EUR	10 272 184 EUR	
Tourisme	1 768 512 EUR	3 875 147 EUR	5 643 659 EUR	
Santé	786 118 EUR	7 276 252 EUR	8 062 370 EUR	
<b>Coopération multilatérale</b>	<b>450 534 EUR</b>	<b>2 064 925 EUR</b>	<b>2 515 460 EUR</b>	<b>8,8%</b>
Environnement			902 985 EUR	
Santé			1 612 474 EUR	
<b>Appui à la société civile</b>		<b>2 015 593 EUR</b>	<b>2 015 593 EUR</b>	<b>7,0%</b>
<b>Fonds d'études</b>		<b>150 000 EUR</b>	<b>150 000 EUR</b>	<b>0,5%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>7 277 348 EUR</b>	<b>21 381 918 EUR</b>	<b>28 659 266 EUR</b>	<b>100%</b>

#### 4) Appuis sectoriels

##### ➤ Formation professionnelle

Lors de la 10<sup>e</sup> Commission de Partenariat en avril 2014, les ministres ont décidé la réplique du système de formation professionnelle mis en place dans le cadre du secteur de l'Hôtellerie et du Tourisme (i.e. modèle ENAH, centre de référence national et réseau de classes décentralisées) pour le secteur industriel. En effet ce secteur est primordial dans le dispositif futur de l'INATEC. Vu que les centres de formation professionnelle bénéficient déjà d'infrastructures adéquates (des investissements seraient cependant à réaliser en matière d'équipements), l'extension 2015-2017 se concentrera surtout sur le développement des capacités et le renforcement des centres de formation dans les secteurs d'hôtellerie tourisme et industrie.

##### ➤ Tourisme

L'extension de l'appui au secteur du tourisme se fera en deux étapes : d'abord un appui aux premières nécessités pré-identifiées par INTUR et les organisations du secteur privé CANTUR, CANATUR qui seront incluses dans le plan national de développement du tourisme. Par la suite, les activités de mise en œuvre du plan national actualisé, et les organisations du secteur privé, seront appuyées.

##### ➤ Santé

La période d'extension du PIC permettra : i) la pérennisation des activités actuelles dans les SILAIS de Matagalpa et de Jinotega, et l'ajout d'un volet d'infrastructure de première nécessité, pour autant que les études de faisabilité en démontre la viabilité; ii) la réorganisation du fonds multi-bailleurs FONSALUD en un instrument de financement flexible permettant au MINSA Central de faire face à des urgences en matière d'équipements et de consommables ; et iii) la continuation de l'apport à la Commission Nationale de Transfusion sanguine en y intégrant une stratégie de sortie claire de la coopération luxembourgeoise.

### **5) Coopération multilatérale**

10% du budget d'extension du PIC seront alloués au volet multilatéral, partagés entre : i) le secteur de santé, pour la consolidation des appuis à travers l'OPS et l'UNFPA en complémentarité au volet de santé mis en œuvre par Lux-Development ; et ii) le secteur d'énergies renouvelables, pour lequel un nouveau partenariat sera mis en place avec IRENA – l'Agence internationale de l'énergie renouvelable.

### **6) Coopération avec la société civile**

La Délégation de l'Union européenne et les États membres présents à Managua ainsi que la Suisse ont récemment finalisé et approuvé une feuille de route pour la période 2014-2017 en vue d'un engagement plus stratégique et harmonisé avec les organisations de la société civile. Ainsi, l'extension du PIC sera marquée par la mise en place et l'alimentation d'un véhicule unique de financement dédié à la société civile, qui remplacera les différentes sources actuelles, notamment le fonds commun pour l'équité de genre et les droits reproductifs et le fonds commun de la gouvernance démocratique.

### **7) Coopération avec le secteur privé**

La feuille de route de l'UE a identifié le rapprochement entre le secteur privé et la société civile en tant que priorité. Pour ce faire la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) a été retenue comme moyen de faciliter le dialogue et de planifier des actions concrètes entre les acteurs. Lors de l'extension du PIC, les relations étroites avec UNIRSE (organisation faitière des entreprises nicaraguayennes pour la RSE) seront mises en valeur pour : i) appuyer la rédaction d'un Plan National de la RSE au Nicaragua, en étroite échange avec les pays voisins ; et ii) concrétiser des activités communes entre UNIRSE et les associations de la société civile organisée.

### **8) Suivi-évaluation**

Le dispositif de suivi-évaluation sera complété par une matrice d'indicateurs sectoriels qui est annexée au présent avenant. Une évaluation stratégique et prospective devra être programmée pour l'année 2016 afin d'alimenter les débats pour la programmation conjointe.

Fait à Luxembourg, le 19 février 2015, en double exemplaire, chacun en langues française et espagnol, les deux textes faisant également foi.

**Pour le Gouvernement  
du Grand-Duché de Luxembourg**



**Romain Schneider**

Ministre de la Coopération et de l'Action  
humanitaire

**Pour le Gouvernement  
de la République du Nicaragua**



**Veronica Rojas Berrios**

Vice-ministre des Relations extérieures

*Annexe : indicateurs de suivi*



## Annexe : Indicateurs de suivi

### Formation professionnelle

Intitulé	Offre de formation professionnelle mesurée en nombre de places (inscription programmée)
Code	1b
Catégorie	Offre de formation professionnelle
Objectif	Mesurer le nombre de places offertes dans la formation professionnelle agréée par l'INATEC et dispensée dans des institutions publiques ou privées
Mode de calcul	Nombre de places dans les cours de formation professionnelle agréés par l'INATEC et dispensés dans des institutions publiques ou privées, ou dans les processus d'évaluation des compétences et de validation des acquis de l'expérience
Définitions	<b>Nombre de places :</b> nombre de places disponibles dans les cours de formation professionnelle agréés par l'INATEC
Sources d'information	Système du programme de formation et Système de validation des acquis de l'expérience
Désagrégation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Par secteur, niveau et mode de formation</li> <li>• Par centre</li> <li>• Par territoire</li> </ul>
Périodicité recommandée	Mensuelle
Observations	<p>Chaque année, la direction de la Planification reprendra les buts annuels fixés par la direction exécutive en vue d'établir les niveaux de référence qui permettront d'évaluer le degré de réalisation des objectifs institutionnels ; ils pourront être comparés avec ceux d'autres périodes et/ou d'autres institutions d'enseignement pour définir des actions préventives et correctives.</p> <p>Des « niveaux de référence de base ou états des lieux » seront établis en vue d'interpréter des fourchettes de résultats différents et d'évaluer le degré de réalisation des objectifs institutionnels ; ils pourront être comparés avec ceux d'autres périodes et d'autres unités opérationnelles pour définir des actions préventives et correctives.</p>
Critères d'interprétation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cet indicateur permet de connaître le nombre d'élèves par rapport au nombre de formations professionnelles offertes. Il peut être appliqué en fin d'année pour établir le nombre d'élèves par secteur et par région.</li> <li>• Il fournit des informations sur l'offre de formation professionnelle (enseignement technique et formation qualifiante) et sur les activités d'évaluation et de validation des acquis de l'expérience en milieu professionnel ou autres.</li> <li>• Il s'avérera très utile pour évaluer ultérieurement le type de formation le plus recherché et effectuer une étude prospective visant à adapter l'offre de formation à la demande.</li> <li>• Le système qui servira à mesurer le nombre de places dans les centres de formation privés sera mis en place dans les prochaines années.</li> </ul>

<b>Intitulé</b>	<b>Effectifs inscrits en formation professionnelle</b>
<b>Code</b>	2
<b>Catégorie</b>	Effectifs inscrits
<b>Objectif</b>	Mesurer les caractéristiques des effectifs inscrits dans un produit de formation quel qu'il soit, c'est-à-dire dans une formation diplômante, qualifiante ou un processus de validation des acquis de l'expérience
<b>Mode de calcul</b>	Nombre d'effectifs inscrits dans un produit de formation ou de validation des acquis
<b>Définitions</b>	<b>Produit de formation</b> : cours technique ou formation qualifiante faisant partie du catalogue des formations, et processus de validation des acquis de l'expérience professionnelle
<b>Sources d'information</b>	Système de registre et de recouvrement des droits de scolarité
<b>Désagrégation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Secteur, niveau et mode de formation</li> <li>• Centre de formation</li> <li>• Sexe (équité)</li> <li>• Age (équité)</li> <li>• Territoire (équité, pertinence)</li> <li>• Lieu de résidence (urbaine/rurale)</li> <li>• Employé/Chômeur (équité)</li> <li>• Personne présentant un handicap/Personne ne présentant pas de handicap (équité)</li> <li>• Boursier/Non boursier</li> </ul>
<b>Périodicité recommandée</b>	Mensuelle
<b>Observations</b>	<p>Chaque année, la direction de la Planification reprendra les buts annuels fixés par la direction exécutive en vue d'établir les niveaux de référence qui permettront d'évaluer le degré de réalisation des objectifs institutionnels ; ils pourront être comparés avec ceux d'autres périodes et/ou d'autres institutions d'enseignement pour définir des actions préventives et correctives.</p> <p>Des « niveaux de référence de base ou états des lieux » seront établis en vue d'interpréter des fourchettes de résultats différents et d'évaluer le degré de réalisation des objectifs institutionnels ; ils pourront être comparés avec ceux d'autres périodes et d'autres unités opérationnelles pour définir des actions préventives et correctives.</p>
<b>Critères d'interprétation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cet indicateur permet de mesurer le nombre d'effectifs de la formation professionnelle par secteur, niveau, sexe, âge, territoire, lieu de résidence et situation de travail, et de savoir combien d'entre eux/elles présentent un handicap et combien reçoivent une aide de l'État.</li> <li>• Il permet de mesurer le nombre d'effectifs ayant des besoins particuliers.</li> <li>• Il permet de dresser l'inventaire des capacités des effectifs dans un domaine, secteur, région et filière professionnelle donnés.</li> </ul>



Intitulé	Application des capacités acquises
Code	5
Catégorie	Résultat (Effet)
Objectif	Mesurer le pourcentage de personnes ayant achevé un produit de formation quel qu'il soit — formation diplômante, qualifiante ou de validation des acquis — qui exercent le métier pour lequel elles ont acquis des capacités pendant leur formation, par rapport au nombre total des personnes ayant achevé une formation
Mode de calcul	(Nombre de personnes ayant achevé leur formation qui exercent la profession pour laquelle elles ont acquis des capacités/Nombre de personnes ayant achevé une formation)*100
Définitions	<b>Personne ayant achevé sa formation</b> : personne qui a complété un processus de formation et a obtenu le diplôme ou le certificat correspondant
Sources d'information	Numérateur : Enquête de suivi des personnes ayant achevé une formation professionnelle  Dénominateur : Système de registre et recouvrement des droits de scolarité
Désagrégation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Laps de temps écoulé depuis la fin de la formation : 6 mois et deux ans</li> <li>• Secteur, spécialité, niveau et mode de formation</li> <li>• Sexe (équité)</li> <li>• Âge (équité)</li> <li>• Territoire (équité, pertinence)</li> <li>• Lieu de résidence (urbain/rural)</li> <li>• Employé/Chômeur (équité)</li> <li>• Personne présentant un handicap/Personne ne présentant pas de handicap (équité)</li> </ul>
Périodicité recommandée	Annuelle
Observations	<p>Chaque année, la direction de la Planification reprendra les buts annuels fixés par la direction exécutive en vue d'établir les niveaux de référence qui permettront d'évaluer le degré de réalisation des objectifs institutionnels ; ils pourront être comparés avec ceux d'autres périodes et/ou d'autres institutions d'enseignement pour définir des actions préventives et correctives.</p> <p>Des « niveaux de référence de base ou états des lieux » seront établis en vue d'interpréter des fourchettes de résultats différents et d'évaluer le degré de réalisation des objectifs institutionnels ; ils pourront être comparés avec ceux d'autres périodes et d'autres unités opérationnelles pour définir des actions préventives et correctives.</p>
Critères d'interprétation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cet indicateur s'avérera très utile pour connaître le nombre de personnes qui, une fois leur formation achevée, ont trouvé du travail dans le secteur correspondant à leur formation ; il fournira des informations supplémentaires qui permettront de mieux ajuster l'offre à la demande en matière de compétences professionnelles.</li> <li>• Il permet également d'évaluer les secteurs, les territoires et le sexe des personnes qui, une fois leur formation achevée, sont entrées dans le monde du travail.</li> </ul>

Intitulé	Satisfaction des employeurs
Code	18
Catégorie	Qualité
Objectif	Mesurer le degré de satisfaction des employeurs quant aux compétences acquises par les employés qui ont suivi une formation quelle qu'elle soit
Mode de calcul	Le même qui sera employé dans l'enquête de satisfaction auprès des employeurs
Définitions	<b>Satisfaction des employeurs</b> : mesure du niveau d'adaptation des compétences acquises par les employés qui ont achevé un produit de formation quel qu'il soit
Sources d'information	Enquête de satisfaction auprès des employeurs
Désagrégation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Type de formation</li> <li>• Secteur</li> <li>• Type d'entreprise</li> <li>• Taille de l'entreprise (fourchette établie selon le nombre d'employés : de 1 à 5, de 6 à 15, de 16 à 30, &gt;30)</li> <li>• Centre de formation</li> <li>• Sexe</li> <li>• Territoire</li> </ul>
Périodicité recommandée	Annuelle
Observations	<p>Chaque année, la direction de la Planification reprendra les buts annuels fixés par la direction exécutive en vue d'établir les niveaux de référence qui permettront d'évaluer le degré de réalisation des objectifs institutionnels ; ils pourront être comparés avec ceux d'autres périodes et/ou d'autres institutions d'enseignement pour définir des actions préventives et correctives.</p> <p>Des « niveaux de référence de base ou états des lieux » seront établis en vue d'interpréter des fourchettes de résultats différents et d'évaluer le degré de réalisation des objectifs institutionnels ; ils pourront être comparés avec ceux d'autres périodes et d'autres unités opérationnelles pour définir des actions préventives et correctives.</p>
Critères d'interprétation	Cet indicateur permet d'évaluer le degré de satisfaction des employeurs.



## Tourisme

Intitulé	Taux de croissance interannuelle (%) des arrivées de touristes internationaux au Nicaragua
Code	Tourisme 1
Catégorie	Arrivées de touristes internationaux au Nicaragua
Indicateur	L'augmentation interannuelle (taux de croissance) des arrivées de touristes internationaux au Nicaragua par frontières, mode de transport et régions/pays émetteurs.
Méthode de calcul	(Arrivées de touristes internationaux année N+1 – Arrivées de touristes internationaux Année N) / Arrivées de touristes internationaux Année N  Par frontières, mode de transport et régions/pays émetteurs.
Définitions	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Touriste International:</b> visiteur non résident qui passe au moins une nuit sur place;</li> <li>• <b>Frontières</b> terrestres, maritimes ou fluviales;</li> <li>• <b>Régions émettrices</b> de touristes internationaux: régions géographiques d'origine des touristes internationaux selon catégorie OMT;</li> <li>• <b>Pays émetteurs</b> de touristes internationaux: pays d'origine des touristes internationaux.</li> </ul>
Sources d'information	Département des Statistiques Touristiques Direction de Planification et du Développement INTUR
Désagrégation	Arrivées de touristes internationaux: <ul style="list-style-type: none"> <li>• Par type de frontière;</li> <li>• Par type de transport;</li> <li>• Par régions émettrices;</li> <li>• Par pays émetteurs.</li> </ul>
Fréquence recommandée	Annuelle
Observations	Cette indicateur reste de caractère générique mais permet d'extrapoler l'attractivité touristique du Nicaragua comme destination internationale. C'est le seul indicateur statistique fiable et récurrent disponible au Nicaragua en matière de fréquentation touristique puisqu'il n'existe pas de recollection de données aux niveaux régional, départemental ou local. De même, il n'y a pas de mesures spécifiques concernant le tourisme national (tourisme interne).
Critères d'interprétation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mesurer et comparer l'évolution des arrivées de touristes internationaux comme ressource de benchmarking (Amérique Centrale, Amérique Latine, monde) pour positionner le Nicaragua et évaluer les tendances de la fréquentation touristique ;</li> <li>• Connaitre les principaux points d'entrée des touristes internationaux au Nicaragua afin d'évaluer la dynamique sectorielle et en particulier l'impact du tourisme centraméricain (Costa Rica, Honduras, Salvador), segment qui intéresse directement les programmes de «Routes Touristiques»);</li> <li>• Hiérarchiser les modes de transports pour l'entrée des touristes internationaux et suivre l'évolution des tendances sur le moyen terme;</li> <li>• Détailler la provenance des touristes internationaux par régions et pays émetteurs, comparer ces résultats au niveau centraméricain et d'Amérique Latine, évaluer l'impact de la gestion publique, en particulier pour les actions de promotion sur les principaux marchés émetteurs cibles.</li> </ul>

Intitulé	Taux de croissance interannuelle (%) du nombre d'entreprises touristiques et d'emplois permanents enregistré à l'INTUR (Département du Registre)
Code	Tourisme 2
Catégorie	Registre INTUR des entreprises touristiques et des emplois permanents par type d'établissements (Système National de Qualité Touristique - SNQT), par catégorie et par «Routes Touristiques»/Départements
Indicateur	Nombre d'entreprises touristiques et d'emplois permanents du Registre INTUR (par types d'établissements - Catégories - «Routes Touristiques» / Départements)
Méthode de calcul	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Nombre d'entreprises:</b> (Nombre d'entreprises touristiques enregistré Année N+1 – Nombre d'entreprises touristiques enregistré Année N) / Nombre d'établissements touristiques enregistré Année N</li> </ul> <p>par</p> <p>Type d'établissements / Catégories / Routes Touristiques - Départements</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Emplois permanents :</b> (Nombre d'emplois permanents entreprises Année N+1 – Nombre d'emplois permanents enregistré Année N) / nombre d'emplois permanents enregistré Année N</li> </ul> <p>par</p> <p>Type d'établissements / Catégories / Routes Touristiques – Départements</p>
Définitions	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>«Routes Touristiques»:</b> programme national de développement touristique régional sur le principe des «Routes» thématiques-territoriales (<i>Ruta Caribe, Ruta del Café, Ruta Colonial y de los Volcanes, Ruta del Río San Juan</i>);</li> <li>• <b>Entreprises touristiques</b> légalement inscrites au Registre de l'INTUR;</li> <li>• <b>Types d'établissements:</b> hôtels, restaurants, Tour-Opérateurs, prestataires de services, etc. (selon SNQT);</li> <li>• <b>Catégories:</b> mesure de la qualité en fonction des types d'établissements touristiques (par exemple en nombre d'étoiles pour les hôtels), selon SNQT.</li> </ul>
Sources d'information	Département du Registre Direction des Services Touristiques INTUR
Désagrégation	<p>Entreprises touristiques et emplois permanents inscrits au Registre de l'INTUR:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Par types d'établissements touristiques (selon SNQT) ;</li> <li>• Par catégories d'établissements touristiques (selon SNQT);</li> <li>• Par «Routes Touristiques»;</li> <li>• Par Départements.</li> </ul>
Fréquence recommandée	Annuelle
Observations	Dans la mesure où les entreprises touristiques les plus actives et les mieux positionnées s'inscrivent au registre de l'INTUR, ces indicateurs donnent une image relativement fiable de la dynamique économique du secteur, en nombre d'entreprises et d'emplois permanents. Il ne s'agit la cependant que de l'économie formelle sachant que le secteur informel (TPE surtout) est très présent au Nicaragua et que par ailleurs, les emplois saisonniers sont la règle dans le tourisme.



**Critères d'interprétation**

- Evaluer le comportement du secteur tourisme en termes de création d'entreprises et d'emplois permanents par rapport aux autres secteurs d'activités au Nicaragua;
- Mesurer la dynamique sectoriel du point de vue entrepreneurial et de la création d'emplois permanents à considérer par types/catégories d'établissements;
- Analyser la dynamique territoriale de développement touristique et les logiques de chaînes d'entreprises au niveau local (Départements);
- Utiliser ces informations comme input pour l'élaboration de stratégies sectorielles et pour la prise de décision transversale aux lignes stratégiques du Plan National de Développement Touristique Durable – PNDTD.

Intitulé	Cofinancement du PNDDT (*): alignement/harmonisation des programmes internationaux – cogestion public-privé <i>(*) Plan National de Développement Touristique Durable</i>
Code	Tourisme 3
Catégorie	Alignement-harmonisation et cogestion public-privé pour l'exécution du PNDDT
Critère	Cofinancements (i) bailleurs de fonds et (ii) Secteur Privé Organisé – SPO du PNDDT par lignes stratégiques et «Routes Touristiques»
Méthode de calcul	<p><b>Alignement-harmonisation:</b> (Cofinancement Coopération Internationale PNDDT / Financement total du PNDDT) x 100</p> <p>Par lignes stratégiques / «Routes Touristiques»;</p> <p><b>Cogestion Public-Privé:</b> (Cofinancement PNDDT fonds Secteur Privé / Financement total du PNDDT) x 100</p> <p>Par lignes stratégiques / «Routes Touristiques».</p>
Définitions	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Alignement</b> des bailleurs et du SPO sur le PNDDT comme politique publique de développement touristique du Gouvernement Nicaraguayen;</li> <li>• <b>Harmonisation</b> entre le secteur public, le SPO et les bailleurs dans le cadre du PNDDT;</li> <li>• <b>Co-gestion public-privé:</b> participation des principales organisations nationales représentatives du secteur privé touristique.</li> </ul>
Sources d'information	<ul style="list-style-type: none"> <li>• INTUR;</li> <li>• SPO;</li> <li>• Organismes de coopération bi- et multilatéraux.</li> </ul>
Désagrégation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lignes Stratégiques du PNDDT;</li> <li>• «Routes Touristiques»</li> </ul>
Fréquence recommandée	Annuelle
Observations	L'organisation du PNDDT par lignes stratégiques sectorielles et «Routes Touristiques» permet de mesurer la dynamique d'alignement-harmonisation et de cogestion public-privé ou au contraire le manque de coordination et synergies sectorielles. Ce sont aussi des indicateurs de pertinence et d'impact durable du PNDDT (gestion pas résultat de développement).
Critères d'interprétation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Evaluer la dynamique de cogestion public-privé et la participation effective du SPO dans l'exécution du PNDDT;</li> <li>• Mesurer l'intérêt généré par le PNDDT en matière d'alignement-harmonisation chez les bailleurs, qu'il s'agisse de coopérations bi- ou multilatérales et mesurer l'exécution;</li> <li>• Anticiper le caractère durable des résultats de développement par lignes stratégiques et par «Routes Touristiques».</li> </ul>



## Santé

<b>Intitulé</b>	<b>Taux de mortalité infantile</b>
<b>Catégorie</b>	Indicateur d'impact (OMD 4)
<b>Objectif</b>	Efficacité du réseau intégré des services de santé
<b>Mode de calcul</b>	Consolidation des statistiques concernant la prise en charge intégrée de la mère, de l'enfant et de l'adolescent(e) sur la base des rapports de la mortalité infantile
<b>Définitions</b>	<b>Nombre annuel de décès d'enfants de moins d'un an pour 100 000 naissances vivantes</b>
<b>Sources d'information</b>	Dossiers cliniques et certificats de décès
<b>Désagrégation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Par département</li> <li>• Par commune</li> </ul>
<b>Périodicité recommandée</b>	Annuelle
<b>Observations</b>	Indicateur officiel déjà enregistré dans le Système d'information du gouvernement nicaraguayen (OMD 4). Le flux des données est clairement établi ; tous les cas sont obligatoirement communiqués et chacun d'eux doit s'accompagner d'un rapport.
<b>Critères d'interprétation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Causes du décès</li> </ul>

<b>Intitulé</b>	<b>Ratio de la mortalité maternelle</b>
<b>Catégorie</b>	Indicateurs d'impact
<b>Objectif</b>	Efficacité du réseau intégré des services de santé
<b>Mode de calcul</b>	Consolidation des statistiques concernant la prise en charge intégrée de la mère, de l'enfant et de l'adolescent(e) sur la base des rapports de la mortalité maternelle
<b>Définitions</b>	<b>Nombre annuel de décès de femmes dont les causes sont liées à la grossesse et à l'accouchement pour 100 000 naissances vivantes.</b>
<b>Sources d'information</b>	Dossiers cliniques et certificats de décès
<b>Désagrégation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Par département</li> <li>• Par commune</li> </ul>
<b>Périodicité recommandée</b>	Annuelle
<b>Observations</b>	Indicateur officiel déjà enregistré dans le Système d'information du gouvernement nicaraguayen (OMD 5). Le flux des données est clairement établi ; tous les cas sont obligatoirement communiqués et chacun d'eux doit s'accompagner d'un rapport.
<b>Critères d'interprétation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Causes du décès (directe et indirecte)</li> </ul>



<b>Intitulé</b>	<b>Gestion de la mise en œuvre du Modèle de santé familiale et communautaire (MOSAFC)</b>
<b>Catégorie</b>	Gestion des services locaux de santé
<b>Objectif</b>	Niveau de mise en œuvre du MOSAFC
<b>Mode de calcul</b>	4 variables sont évaluées, chacune marquant un point critique de la mise en œuvre
<b>Définitions</b>	<b>Nombre et % d'Équipes de santé familiale communautaire (ESAFC) qui mettent en œuvre le MOSAFC de manière appropriée.</b>
<b>Sources d'information</b>	Rapports réguliers de suivi des structures locales du ministère de la Santé (SILAIS)
<b>Désagrégation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Par département</li> <li>• Par commune</li> <li>• Par unité de santé</li> </ul>
<b>Périodicité recommandée</b>	Trimestrielle
<b>Observations</b>	Indicateur non officiel qui requiert un nouvel état des lieux et des instruments définis
<b>Critères d'interprétation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'ESAFC est au complet conformément aux normes institutionnelles</li> <li>• Le secteur desservi est délimité conformément aux normes institutionnelles</li> <li>• Les familles sont classées par groupes selon le type de soins requis (1-4)</li> <li>• L'analyse de l'état de santé des populations (ASIS, selon son sigle en espagnol) et le plan municipal de santé se fondent sur les résultats de ce processus de classement des familles</li> </ul>

Intitulé	Gestion des services du sang
Catégorie	Gestion des services du sang
Objectif	Mesurer le fonctionnement des banques du sang et des services de médecine transfusionnelle (SMT) en milieu hospitalier
Mode de calcul	4 variables sont évaluées par type d'établissement
Définitions	N° et % de services du sang (banques du sang et SMT en milieu hospitalier) qui fonctionnent efficacement
Sources d'information	Rapports de suivi de la CONASA (des banques du sang et des SMT des hôpitaux)
Désagrégation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Par département</li> <li>• Par type d'établissement</li> <li>• Par unité de santé</li> </ul>
Périodicité recommandée	Trimestrielle
Observations	Indicateur non officiel qui requiert un nouvel état des lieux et des instruments définis
Critères d'interprétation	<p><u>Pour les banques du sang</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % des unités prélevées proviennent de donneurs véritablement bénévoles, altruistes et fidélisés</li> <li>- Chaque banque du sang effectue la qualification biologique de 100 % des unités de sang collectées pour les 5 maladies infectieuses transmissibles par le sang établies par la Loi</li> <li>- L'indice de fractionnement des unités de sang collectées est au minimum de 3 (à savoir 3 produits sanguins obtenus pour chaque unité de sang collectée)</li> <li>- La demande en produits sanguins des principaux hôpitaux publics de référence nationale, régionale et départementale du pays est satisfaite au minimum à 90 %</li> </ul> <p><u>Pour les services de médecine transfusionnelle en milieu hospitalier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le SMT est placé sous la responsabilité d'un médecin formé en médecine transfusionnelle</li> <li>- Bien que situé au sein de l'hôpital, le SMT est indépendant du laboratoire clinique</li> <li>- Il dispose d'équipements, de réactifs et de matériels conformes aux normes techniques pour réaliser les activités de stockage et de compatibilité, et la sécurité transfusionnelle est pleinement garantie</li> <li>- Le SMT impulse la création du Comité hospitalier de transfusion sanguine et d'hémovigilance et veille à son bon fonctionnement, de manière à assurer l'utilisation appropriée et rationnelle du sang et des produits sanguins par le personnel médical</li> </ul>